

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI ET DU  
DEVELOPPEMENT DURABLE**

-----  
**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE  
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE  
SECTORIELLE**

**A fin septembre 2013**

**Décembre 2013**

## SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	5
<b>PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN SEPTEMBRE 2013 .....</b>	<b>6</b>
<b>I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS .....</b>	<b>6</b>
<b>I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT .....</b>	<b>7</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN SEPTEMBRE 2013 .....</b>	<b>8</b>
<b>TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'EVOLUTION SECTORIELLE A FIN SEPTEMBRE 2013 .....</b>	<b>9</b>
<b>II.1 LE PETROLE .....</b>	<b>10</b>
<b>II.2 LE MANGANESE .....</b>	<b>10</b>
<b>II.3 L'AGRICULTURE ET LA PECHE .....</b>	<b>11</b>
<b>II.3.1 <i>Le caoutchouc naturel</i> .....</b>	<b>11</b>
<b>II.3.2 <i>L'élevage</i> .....</b>	<b>11</b>
<b>II.4 LES AGRO-INDUSTRIES .....</b>	<b>12</b>
<b>II.4.1 <i>La production meunière et avicole</i> .....</b>	<b>12</b>
<b>II.4.2 <i>La production sucrière</i> .....</b>	<b>12</b>
<b>II.4.3 <i>Le tabac</i> .....</b>	<b>13</b>
<b>II.4.4 <i>Les boissons gazeuses et alcoolisées</i> .....</b>	<b>14</b>
<b>II.4.5 <i>L'eau minérale</i> .....</b>	<b>15</b>
<b>II.4.6 <i>Les huiles et corps gras</i> .....</b>	<b>15</b>
<b>II.5 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION .....</b>	<b>16</b>
<b>II.5.1 <i>La chimie</i> .....</b>	<b>16</b>
<b>II.5.2 <i>Les gaz industriels</i> .....</b>	<b>16</b>
<b>II.5.3 <i>Les lubrifiants</i> .....</b>	<b>17</b>
<b>II.5.4 <i>Les matériaux de construction</i> .....</b>	<b>17</b>
<b>II.5.5 <i>La seconde transformation des métaux</i> .....</b>	<b>18</b>
<b>II.6 LE RAFFINAGE .....</b>	<b>18</b>
<b>II.8 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE ....</b>	<b>19</b>
<b>II.8.1 <i>L'électricité</i> .....</b>	<b>19</b>
<b>II.8.2- <i>L'eau</i> .....</b>	<b>20</b>
<b>II.9 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS .....</b>	<b>20</b>
<b>II.10 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT .....</b>	<b>21</b>
<b>II.10.1 <i>Le transport terrestre</i> .....</b>	<b>21</b>
<b>II.10.2 <i>Le transport aérien</i> .....</b>	<b>21</b>
<b>II.10.3 <i>Le transport ferroviaire</i> .....</b>	<b>22</b>
<b>II.11 LES TELECOMMUNICATIONS .....</b>	<b>23</b>
<b>II.12 LE COMMERCE .....</b>	<b>23</b>
<b>II.12.1 <i>Le commerce général structuré</i> .....</b>	<b>23</b>
<b>II.12.2 <i>Le commerce des véhicules</i> .....</b>	<b>24</b>
<b>II.12.3 <i>Le commerce des produits pétroliers</i> .....</b>	<b>25</b>

<i>II.12.4 Le commerce des produits pharmaceutiques</i> .....	25
<b>II.13 LES SERVICES</b> .....	25
<i>II.13.1 Les services rendus aux entreprises</i> .....	25
<i>II.13.2- les services rendus aux particuliers</i> .....	26
<i>II.13.3 Les services immobiliers</i> .....	26
<i>II.13.4 Les services de réparation mécanique</i> .....	26
<b>II.14 L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME</b> .....	27
<b>II. 15.LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE</b> .....	27
<i>I.15.1 La situation du bilan</i> .....	27
<i>I.15.2 Les opérations avec la clientèle</i> .....	28
<i>Les ressources collectées</i> .....	28
<i>Les crédits distribués</i> .....	29
<i>I.16.1 L'évolution des ressources propres</i> .....	30
<i>I.16.2 L'évolution des emplois</i> .....	30
<i>La clientèle et les effectifs des EMF</i> .....	30
<b>TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES</b> .....	31
<b>III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION</b> .....	31
<b>III.2 L'EMPLOI DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE</b> .....	32
<b>III.3 LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC</b> .....	33
<b>III.4 LA DETTE PUBLIQUE EN SEPTEMBRE 2013</b> .....	34
<b>III.5.LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT</b> .....	35
<b>III.6 LA SITUATION MONETAIRE</b> .....	38
<b>III.6.1 les principaux agrégats monétaires</b> .....	39
<b>III.6.2- les contreparties de la masse monétaire</b> .....	39
<b>III.7 LA POLITIQUE MONETAIRE</b> .....	40
<b>III.7.1 L'action sur la liquidité bancaire</b> .....	40
<b>III.8.2 La politique des taux d'intérêt</b> .....	41
<b>III.7.3- La politique des réserves obligatoires</b> .....	41

---

**La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et à toutes les opinions informées qui ont permis la réalisation de cette troisième note de conjoncture économique (NDC) de l'année 2013.**

---

## INTRODUCTION

Au niveau international, l'économie a poursuivi sa reprise sur les neuf premiers mois de l'année 2013, tirée par la bonne orientation de la croissance en Chine et dans la plupart des pays industrialisés. Aux Etats-Unis notamment, le troisième trimestre 2013 a été marqué par une progression des investissements, dans un contexte de poursuite d'une politique monétaire accommodante. Dans le même temps, au sein de la zone Euro, après six trimestres consécutifs de contraction, l'activité a montré des signes timides de reprise impulsée par un faible niveau d'inflation et l'investissement à la politique de soutien de la BCE. En Chine, une accélération de la croissance a été relevée à fin septembre 2013 en lien avec le regain de la production industrielle et la reprise de ses exportations. Dans cet environnement, le continent africain devrait maintenir sa trajectoire de croissance soutenue par une progression notable de l'investissement et la bonne orientation des principaux secteurs productifs.

Evoluant dans ces conditions, l'économie nationale a été marquée, au cours des neuf premiers mois de l'année 2013, par une activité soutenue dans l'ensemble même si l'on relève au niveau du **secteur primaire** un fléchissement la production pétrolière lié au vieillissement des champs et à des contingences techniques. De même, les résultats positifs enregistrés par le **secteur secondaire** n'ont pas été fortement entamés par les contreperformances de la branche de fabrication de tabac et des autres industries de transformation. Enfin, tirant profit d'un contexte économique national favorable, la dynamique du **secteur tertiaire** n'a pas souffert de la morosité du transport terrestre sur les neuf premiers mois de l'année 2013.

L'économie nationale a évolué dans un contexte de baisse de 0,5% de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation sur les neuf (9) premiers mois de l'année en 2013 contre 2,8% l'année précédente et une progression de 2,3% contre 3,7% en septembre 2012, en glissement annuel, dans le respect de la norme communautaire. Ce relâchement des tensions inflationnistes, observé depuis le premier trimestre, s'explique principalement par la baisse des prix du poste produits alimentaires et boisson non alcoolisées, transport, communications, loisirs et cultures ainsi que biens services et divers.

Enfin, tenant compte de la bonne trajectoire dans laquelle est inscrite l'évolution des économies de la sous-région, la politique monétaire menée par la BEAC est demeurée stable au cours des neuf premiers mois de l'année.

## PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN SEPTEMBRE 2013

La conjoncture économique mondiale a été marquée à fin septembre 2013, par la confirmation de la reprise de la croissance, notamment dans la plupart des économies avancées et en Chine. L'activité mondiale reste soutenue par le maintien des politiques monétaires accommodantes au niveau des banques centrales des pays développés, la bonne orientation de la demande privée et l'atténuation des tensions financières mondiales. En Afrique, la croissance demeurerait solide grâce notamment à une augmentation importante des investissements privés et à la bonne tenue des secteurs des mines, du pétrole et de l'agriculture.

### I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS

Aux **Etats-Unis**, la croissance du PIB a accéléré à 0,7% au cours du troisième trimestre après un accroissement de 0,6% le trimestre précédent. En rythme annuel, cette expansion s'est située à 2,8% contre 2,5% antérieurement. Cette évolution a principalement été soutenue par la bonne tenue de la consommation, des investissements privés et des exportations.

La reprise de la croissance s'est confirmée au **Japon**. En effet, l'activité économique a progressé de 0,9% au troisième trimestre, du fait d'un rebond de la demande intérieure alimentée par l'augmentation du crédit bancaire.

Au sein de la Zone euro, la croissance du Pib s'est située à 0,1% contre 0,3% au deuxième trimestre 2013. Quoiqu'en ralentissement, cette amélioration de l'activité a été accompagnée par un faible niveau d'inflation, la reprise de l'investissement et un taux directeur de la Banque centrale européenne maintenu à son plus bas niveau historique (0,5%).

Dans cet ensemble économique, l'**Allemagne** a affiché une croissance trimestrielle de 0,3% contre 0,7% au deuxième trimestre. Celle-ci a été stimulée exclusivement par la demande intérieure, en dépit d'une contribution négative du commerce extérieur. Dans le même temps, la croissance du Pib de la **France**, pénalisée par une baisse de ses exportations, a reculé de 0,1% au troisième trimestre 2013, après une évolution positive de 0,5% au cours du trimestre précédent.

L'**Espagne** est sortie timidement de la récession au troisième trimestre avec une croissance du PIB chiffrée à 0,1% et soutenue principalement par les exportations, malgré une atonie de la demande interne. Sur un an, le PIB au troisième trimestre a reculé de 1,1% par rapport à la même période de 2012.

Le Produit intérieur brut de l'**Italie** s'est rétracté de 0,1% au troisième trimestre 2013 par rapport au précédent (-0,3%), pénalisé par le recul enregistré dans le secteur de l'agriculture et celui des services. En rythme annuel, le PIB a baissé de 1,9%.

La rigueur budgétaire et le soutien accordé aux entreprises ont été bénéfiques à l'économie britannique. En effet, le PIB a progressé de 0,8% au troisième trimestre après une croissance de 0,4 % au premier trimestre et 0,7% au deuxième. Celle-ci a été principalement tirée par la consommation des ménages, la production industrielle, la construction, les services et par l'investissement des entreprises.

## I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Après le ralentissement observé au premier semestre 2013, la situation économique des pays émergents s'est globalement améliorée sur la période sous-revue.

En Asie, la croissance du PIB de la **Chine** s'est accélérée au troisième trimestre avec un accroissement de 7,8% après 7,5% au deuxième trimestre, en glissement annuel. Celle-ci a tiré profit des mesures en faveur de la croissance prises par le gouvernement ainsi que du début de la reprise économique mondiale favorable aux exportations.

L'économie **indienne** a enregistré une croissance 4,8% sur ce trimestre, à la faveur d'une hausse de l'activité dans le secteur agricole et dans celui de la construction. L'activité économique en Inde enregistre depuis quatre trimestres consécutifs une croissance en deçà de 5% après des hausses de plus de 10% affichées deux ans auparavant.

La **Russie** a enregistré une croissance proche de zéro au troisième trimestre dans le prolongement de la stagnation observée depuis le premier trimestre 2013. Ainsi, la croissance annuelle projetée se situerait entre 1,5% et 1,6%.

En Amérique latine, l'économie du **Brsil** a reculé de 0,5% au troisième trimestre, pâtissant du repli conjoncturel du secteur de l'agriculture et de la baisse de l'investissement. Parallèlement, le PIB du **Mexique**, l'une des plus grandes économies de la zone, a cru de 1,3% par rapport à la même période l'année dernière, en raison de la performance positive dans le secteur tertiaire et les activités primaires, nonobstant le retrait des activités secondaires.

**Les pays africains**, dans l'ensemble, enregistreraient une croissance robuste estimée à 5,7% en 2013, selon les prévisions actualisées à fin septembre 2013. Ainsi, la sous-région de **l'Afrique de l'Ouest** devrait enregistrer la plus forte croissance du continent avec une moyenne de plus de 6% soutenue par les secteurs pétroliers et minier, l'agriculture et les services combinés à une demande robuste. En **Afrique Centrale**, la croissance du Pib devrait se maintenir sur sa trajectoire de 5 à 6%, les moteurs de croissance demeurant les secteurs pétrolier, minier et l'investissement.

## DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN SEPTEMBRE 2013

L'observé conjoncturel des neuf premiers mois de l'année 2013 fait ressortir une activité soutenue dans la plupart des secteurs de l'économie gabonaise, hormis quelques branches du primaire et des autres industries de transformation, grâce au contexte économique favorable marquée par la vigueur de la demande domestique et extérieure.

Ainsi, dans le **secteur primaire**, la production de pétrole brut a baissé de 5,9% en liaison avec les difficultés techniques rencontrées par les opérateurs et le déclin naturel des champs matures. De même, la production de caoutchouc naturel et l'élevage ont enregistré des contre-performances suite aux épidémies et à l'invasion des plantations par les insectes. A l'inverse, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse s'est caractérisée par de résultats appréciables en raison de la conjoncture internationale favorable et de la montée en puissance du gisement de Ndjolé.

Concernant le **secteur secondaire**, l'activité est orientée globalement à la hausse, à la faveur de la demande soutenue du marché domestique. Cependant, la branche de fabrication de tabac et les autres industries de transformation (chimie, matériaux de construction et seconde transformation des métaux) ont enregistré de mauvais résultats, en raison principalement de la concurrence vigoureuse des produits importés.

Dans le **tertiaire**, hormis le transport terrestre dont la faiblesse du parc a induit une baisse du nombre de personnes transportées, les autres composantes de ce secteur ont tiré profit de la reprise d'activité amorcée dans les autres secteurs de l'économie.

**TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'EVOLUTION SECTORIELLE A FIN SEPTEMBRE 2013**

SECTEURS	EVOLUTION
<b>Secteur primaire</b>	
Pétrole	↓
Manganèse	↗
Agriculture et pêche	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↓
<i>Elevage</i>	↓
<b>Secteur secondaire</b>	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↗
<i>Raffinerie de sucre</i>	↗
<i>Fabrication de tabac</i>	↓
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↓
<i>Matériaux de construction</i>	↓
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↓
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↗
<b>Secteur tertiaire</b>	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Terrestre</i>	↓
<i>Aérien</i>	↗
<i>Ferroviaire</i>	↗
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↗
<i>Véhicules neufs</i>	↗
<i>Produits pétroliers</i>	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↗
<i>Rendus aux particuliers</i>	↗
<i>Immobiliers</i>	↗
<i>Réparation mécanique</i>	↗
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↗

## II.1 LE PETROLE

A fin septembre 2013, la production nationale s'est élevée à 8,308 millions de tonnes contre 8,821 millions de tonnes, soit une baisse de 5,9%. Le déclin naturel des champs matures, ainsi que les problèmes techniques rencontrés par les opérateurs expliquent cette situation. Cependant, les bons résultats enregistrés par Total Gabon (+2,5%) suite aux travaux de redéploiement du champ Grand Anguille et la montée en puissance de Maurel & Prom (41%) sur tous ses champs (Maroc Nord, Tsiengui Est et Loche-Est) ont permis d'atténuer la baisse de la production nationale.

Sur le plan commercial, les exportations de pétrole ont affiché un recul de 13,2% au 30 septembre 2013, se situant à 7,27 millions de tonnes, en raison de la contraction de la demande asiatique et de l'Amérique du Nord, principales destinations des bruts gabonais au cours de la période sous-revue (63,3% et 17,3% respectivement). On relève également qu'en dehors de la qualité Olende Fuel, les exportations des autres bruts ont reculé.

### *Evolution de l'activité pétrolière*

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Production (en millions de tonnes)	8,831	8,308	-5,9%
Exportation (en millions de tonnes)	8,374	7,270	-13,2%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	112,09	108,45	-3,2%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	111,67	106,08	-5,0%
Taux de change (\$US/FCFA)	512,196	498,114	-2,7%

*Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)*

Les prix du pétrole (Brent) se sont établis à 108,45 dollars en moyenne, soit une baisse de 3,2% par rapport à la même période de 2012 (112,09 dollars). Cette évolution est liée à la faible reprise de l'économie mondiale, dans un contexte de niveau élevé des stocks et de l'offre. Dans ce sillage, le prix moyen des bruts gabonais s'est situé à 106,08 dollars le baril, se contractant de 4,5%. Dans le même temps, la moyenne du taux de change du dollar par rapport au FCFA a connu un retrait de 2,7% à 498,1 FCFA contre 512,19 une année auparavant.

## II.2 LE MANGANESE

Au cours des neuf premiers mois, la production mondiale d'acier au carbone a progressé de 3% par rapport à la même période de 2012, tirée principalement par la croissance chinoise. Sur le plan domestique, la production de minerai et d'aggloméré de manganèse a augmenté de 35% (dont 27% à Moanda), atteignant le record de 2 950 119 tonnes. De même, les livraisons externes ont suivi la même tendance haussière pour s'établir à 2 868 872 tonnes, soit 33,6% de hausse.

Ces ventes ont généré un chiffre d'affaires de 294,2 milliards de FCFA, en hausse de 25%, confortée par le redressement des prix du minerai de manganèse (Spot CRU, CIF Chine) sur la période (+12% à 5,49 USD/dmtu).

### *Evolution de l'activité minière*

(en tonnes)	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Production	2 181 384	2 950 119	35,2%
Exportations	2 146 772	2 868 872	33,6%
Ventes	2 145 751	2 870 191	33,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	218 746	294 172	34,5%

*Source : Comilog, Sepbg et Setrag (manganèse de Ndjolé)*

## **II.3 L'AGRICULTURE ET LA PECHE**

### **II.3.1 Le caoutchouc naturel**

La tendance à la baisse enregistrée dans l'activité de caoutchouc en début d'année s'est poursuivie à fin septembre 2013. En effet, la production de fonds de tasse a reculé de 5,2%, à 29 080 tonnes. De même, la production de granulé s'est légèrement repliée de 0,1%. Les attaques d'insectes sur les hévéas qui ont induit de faibles saignées sont en grande partie à l'origine de ces mauvais résultats. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a régressé de 22%, se situant à 18,3 milliards de francs CFA.

### *Evolution de l'activité du caoutchouc*

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	30 675,2	29 080,5	-5,2%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	14 831	14 822	-0,1%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	13 910,7	14 395,9	3,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	23 462,6	18 301,6	-22,0%
Effectifs (agents permanents)	161	181	12,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	629,7	938,3	49,0%

*Source : SIAT*

### **II.3.2 L'élevage**

Le ranch de SIAT Gabon situé dans la province de la Nyanga continue de pâtir des effets de la péri pneumonie contagieuse bovine (PPCB) qui décime son bétail depuis de nombreuses années. A fin septembre 2013, la maîtrise de cette épidémie a permis d'atténuer ses méfaits sur le cheptel, dont le nombre est passé de 4 853 têtes en 2012 à 4 540 têtes en 2013, soit un

retrait de 6,4%. Toutefois, la baisse du troupeau est atténuée par l'importation de génisses et l'insémination artificielle.

On observe tout de même qu'en dépit de cette morosité, le ranch a maintenu ses effectifs à 25 employés, pour une masse salariale en hausse de 21,6%, à près de 102 millions de francs CFA.

#### ***Evolution de l'activité d'élevage***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Cheptel (nombre de bêtes)	4 853	4 540	-6,4%
Effectif (nombre d'agents permanents)	27	25	-7,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	83,7	101,8	21,6%

*Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga*

## **II.4 LES AGRO-INDUSTRIES**

### ***II.4.1 La production meunière et avicole***

La filière meunière et avicole a enregistré des performances appréciables à fin septembre 2013. En effet, la production de farine s'est améliorée de 4,3%, à 55 534 tonnes, pendant que celle des aliments pour bétail progressait de 5,6%. Parallèlement, la production des œufs s'est affermie à 1,4%, entraînant un relèvement de 6,1% du chiffre d'affaires.

#### ***Evolution de l'activité meunière et avicole***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Productions			
Farine (en tonnes)	53 233	55 534	4,3%
Issues (en tonnes)	14 087	15 270	8,4%
Aliments pour bétail (en tonnes)	18 631	19 666	5,6%
Œufs (en milliers d'unités)	28 154	28 553	1,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	23 914	25 382	6,1%

*Source : Smag*

### ***II.4.2 La production sucrière***

Cette activité a enregistré de bonnes performances sur le plan agronomique et industriel. En effet, au cours des neuf premiers mois de 2013, la campagne sucrière s'est soldée par une hausse de 8,5%, à 24 080 tonnes, de la production de sucre granulé de 50 kg. Parallèlement, la transformation de sucre s'est appréciée de 48,1%, à la faveur des autres types de sucre (doses+granulés+sachets 1 kg).

Le niveau important de sucre en morceaux importé (5 699 tonnes) a pénalisé la transformation locale (-2,8%). Cependant, suite à l'arrêt des importations, la société a repris son rythme normal de transformation de sucre en morceaux depuis le mois de juin 2013.

Sur le plan commercial, la faiblesse des consommations des clients industriels (Sobraga et Sigalli) a induit une baisse des ventes de sucre de 2,2%, avec pour conséquence un recul de 2,3% du chiffre d'affaires, à 13,6 milliards de FCFA.

#### *Evolution de l'activité sucrière*

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Production (granulé 50 kg)	22 194	24 080	8,5%
Transformation	5 637	8 346	48,1%
Sucre (en morceaux)	5 637	5 478	-2,8%
Autres (doses+granulés+sachets 1 kg)	0	2 868	-
Ventes (en tonnes)	22 696	22 186	-2,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	13 960	13 637	-2,3%
Effectifs (agents permanents)	423	417	-1,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	2 830	3 104	9,7%

*Source : Sucaf*

#### **II.4.3 Le tabac**

Les contre-performances relevées en début d'année dans la branche tabatière se sont poursuivies à fin septembre, suite aux difficultés d'approvisionnement en intrants et d'exportation des produits, en lien avec l'engorgement du port d'Owendo. Ainsi, les productions de scaferlatis, de cigarettes et de tabac en feuille ont baissé respectivement de 28,7%, de 35% et de 29,5%. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a chuté de 34,6%, à 7 milliards de francs CFA.

### ***Evolution de l'activité du tabac***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Productions			
Scaferlatis (tonnes)	1 126,9	803,3	-28,7%
Cigarettes (milliers de paquets)	19 396	12 605	-35,0%
Tabac en feuilles (caisses)	533,0	376,0	-29,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 732,2	7 040,9	-34,4%
<i>CA marché local</i>	2 370,4	2 555,5	7,8%
<i>CA Export</i>	8 361,8	4 485,4	-46,4%
Effectifs (agents permanents)	79	73	-7,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	805,4	814,7	1,2%

*Source : Sociga*

### **II.4.4 Les boissons gazeuses et alcoolisées**

A fin septembre 2013, l'activité de la branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré des résultats globalement satisfaisants. En effet, la production consolidée des boissons gazeuses et alcoolisées s'est appréciée de 4%, tirée essentiellement par les bières, dont la production s'est améliorée suite aux travaux de modernisation des équipements de brassage. En revanche, les productions de vins et de boissons diverses se sont contractées respectivement de 8,8% et de 10,5%. Cette activité a généré un chiffre d'affaires de 110,5 milliards de FCFA, en hausse de 7,6%.

### ***Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Productions (en hectolitres)	<b>1 793 849</b>	<b>1 864 931</b>	4,0%
Bières	958 976	1 007 374	5,0%
Boissons gazeuses	761 960	791 805	3,9%
Vins	27 904	25 459	-8,8%
Divers	45 009	40 293	-10,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	102 676	110 531	7,7%
Effectifs (agents permanents)	881	905	2,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	7 839	8 278	5,6%

*Sources : Sobraga, Sovingab*

#### II.4.5 L'eau minérale

La production de l'eau minérale à fin septembre 2013 s'est établie à 363 421 hectolitres, soit une hausse de 28,8% par rapport à la même période de 2012.

Le chiffre d'affaires a suivi la même tendance avec une progression de 10,7%, à 7,4 milliards de FCFA en 2013 sur la même période. La fermeté de la demande locale explique cette évolution.

##### *Evolution de l'activité de l'eau minérale*

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Production d'eau (en hectolitres)	305 392	363 421	19,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 693,0	7 408,0	10,7%
Effectifs (agents permanents)	39	44	12,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	318,7	450,0	41,2%

Source : Soboléco

#### II.4.6 Les huiles et corps gras

A fin septembre 2013, l'activité des huiles et produits gras a affiché des résultats globalement positifs. Ainsi, malgré la baisse de l'huile rouge (-7,3%) imputable au vieillissement des palmeraies, la production de l'huile raffinée (oléine) et du savon a augmenté respectivement de 40,1% et 77,9%, en raison des travaux de réhabilitation des usines réalisés en 2012 et de la mise en fonctionnement de la nouvelle savonnerie.

Cependant, les difficultés à écouler les produits sur le marché du fait de la concurrence ont entraîné une baisse du chiffre d'affaires de 7,8% à 5,6 milliards de francs CFA.

##### *Evolution de l'activité des huiles et corps gras*

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Productions (en tonnes)			
Huile rouge	3 683,8	3 415,2	-7,3%
Huile raffinée	2 976	4 169	40,1%
Savons	1 529,8	2 720,7	77,9%
Ventes (en tonnes)			
Huile raffinée	3 517,2	3 017,9	-14,2%
Savons	1 636,5	2 577,5	57,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 030	5 559	-7,8%
Effectifs (agents permanents)	175	193	10,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	800	982	22,8%

Source : SIAT

## II.5 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

Au cours des neuf premiers mois de 2013, les autres industries de transformation ont connu une activité morose dans l'ensemble, sous l'effet de la concurrence exacerbée des produits importés.

### II.5.1 La chimie

#### *Les peintures*

L'activité de fabrication de peintures a enregistré un accroissement de 2,3% de la production, à 3 873 tonnes. L'approvisionnement régulier des usines en intrants et la fermeté des commandes du secteur pétrolier expliquent cette situation. Aussi, le chiffre d'affaires corrélé s'est-il amélioré de 2,7% pour s'afficher à 8,5 milliards de francs CFA.

Le renforcement des effectifs (+9,5%) lié au surcroît d'activité a induit un relèvement de 20,5% de la masse salariale.

#### *Evolution de l'activité de la branche « peintures »*

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Production (en tonnes)	3 698,1	3 873,0	4,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 317,6	8 545,0	2,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	583,7	703,6	20,5%
Effectifs (en nombre)	74	81	9,5%

*Sources : GPL, Chimie Gabon*

### II.5.2 Les gaz industriels

La production de gaz industriels a reculé de 5,5%, du fait des faibles commandes de l'azote liquide par les secteurs pétroliers et parapétroliers. Cependant, le redressement de la production de l'oxygène, suite à la réhabilitation de l'outil, a permis d'atténuer la chute enregistrée en début d'année.

Sur le plan commercial, les ventes des gaz industriels et des autres produits ont impulsé l'augmentation appréciable du chiffre d'affaires (+58,9%) qui s'est établi à 3,6 milliards de FCFA à fin septembre 2013.

### ***Evolution de l'activité de gaz industriels***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Productions (en m <sup>3</sup> )	<b>474 880</b>	<b>448 801</b>	<b>-5,5%</b>
Oxygène	151 500	210 500	38,9%
Azote gazeux	9 470	24 601	159,8%
Azote liquide	291 410	182 100	<b>-37,5%</b>
Acétylène	22 500	31 600	40,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 295,97	3 649,40	58,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	701	665	<b>-5,1%</b>
Effectifs (nombre d'agents)	70	69	<b>-1,4%</b>

**Source : Air Liquide Gabon**

### ***II.5.3 Les lubrifiants***

La production des lubrifiants a enregistré une quasi-stagnation sur les neuf premiers mois de l'année 2013, avec un volume de 4 832 tonnes. Cependant, la fabrication des emballages métalliques et plastiques a progressé de 42,9% sous l'effet des commandes soutenues des principaux clients.

La concurrence des importateurs libres et la contraction des commandes extérieures ont entraîné une baisse du chiffre d'affaires de 3,2%, à 6,9 milliards de FCFA.

### ***Evolution de l'activité de lubrifiants***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	4 836	4 832	<b>-0,1%</b>
Emballages (en unités)	170 248	243 201	42,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 115,7	6 889,0	<b>-3,2%</b>
Effectifs (nombre d'agents)	44	44	0,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	369,4	396,8	7,4%

**Source : PIZOLUB**

### ***II.5.4 Les matériaux de construction***

La branche de la fabrication des matériaux de construction a maintenu la tendance enregistrée au premier semestre. En effet, en dépit du redressement de la production de clinker (+27,8%), celle de ciment a connu un reflux de 4,6% pour s'établir à 145 888 tonnes, pénalisée par la concurrence des ciments importés. A contrario, la production des agrégats a augmenté de 28%, à la faveur des commandes soutenues des sociétés des BTP.

La bonne tenue des ventes des agrégats sur le marché local a permis de compenser partiellement la baisse de 7,3% des ventes de ciment, ce qui s'est traduit par une quasi stabilité du chiffre d'affaires cumulé.

**Evolution de l'activité des « matériaux de construction »**

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Productions (en tonnes)			
Clinker	77 299	98 796	27,8%
Ciments	152 924	145 888	-4,6%
Agrégats	297 023	380 256	28,0%
Ventes de ciment (en tonnes)	160 943	149 116	-7,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	15 152	15 066	-0,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	3 107	3 314	6,6%
Effectifs (agents permanents)	212	201	-5,2%

Source : CIM-GABON

**II.5.5 La seconde transformation des métaux**

La filière de la seconde transformation des métaux a connu un tassement de son activité au cours des neuf premiers mois de 2013. Ainsi, la production consolidée des tôles a régressé de 8,7% pour s'établir à 1 685 tonnes, pâtissant de la chute des ventes des tôles minces liée à la concurrence vigoureuse des produits importés.

Cependant, les commandes soutenues des segments de la chaudronnerie et de la construction métallique, tirées par la création de nouvelles unités dans les secteurs bois et mine, ont permis une progression de 9,8%, à 44,1 milliards de FCFA du chiffre d'affaires.

**La seconde transformation des métaux**

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Production (en tonnes)	1 846,3	1 684,9	-8,7%
Tôles minces	713,4	562,7	-21,1%
Tôles épaisses	1 132,8	1 122,2	-0,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	40 195,7	44 130,6	9,8%

Sources : SOTRALGA, SOGI, Friedlander, SGSI

**II.6 LE RAFFINAGE**

Le raffinage de pétrole brut a relevé des performances industrielles et commerciales appréciables, favorisées par les travaux de réhabilitation de l'outil de production réalisés en 2012. Ainsi, le volume de brut traité a progressé de 17,6% pour atteindre 580 077 tonnes métriques.

Concernant les ventes des produits pétroliers raffinés, à l'exception du pétrole lampant qui est en recul sur le marché local (-2,5%), après l'arrêt de la pêche en début d'année, et de l'essence légère à l'export (-55,8%), les ventes des autres produits ont progressé tant sur le marché domestique qu'extérieur, grâce à la fermeté de la demande des clients industriels. Cette activité a induit un affermissement de 4,4%, à 387,3 milliards de FCFA du chiffre d'affaires.

### *Evolution de l'activité raffinage*

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
<b>TOTAL DU BRUT TRAITE</b>	<b>493 087</b>	<b>580 077</b>	<b>17,6%</b>
Compte propre (tonnes métriques)	493 087	580 077	17,6%
<b>VENTES DE SOGARA</b>			
Butane (TM)	24 714	25 860	4,6%
Super (m <sup>3</sup> )	65 761	72 811	10,7%
Essence légère export (m <sup>3</sup> )	23 030	10 184	<b>-55,8%</b>
Pétrole lampant (m <sup>3</sup> )	30 309	29 555	<b>-2,5%</b>
Turbine fuel 1 (m <sup>3</sup> )	47 408	51 403	8,4%
Gas-oil moteur (m <sup>3</sup> )	429 047	474 909	10,7%
Fuel-oil 380 export (TM)	262 839	306 325	16,5%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)</b>	<b>371 016</b>	<b>387 316</b>	<b>4,4%</b>
Chiffre d'affaires intérieur	264 886	278 620	5,2%
Chiffre d'affaires export	106 130	108 696	2,4%

*Source: Sogara*

## **II.8 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE**

Les principaux indicateurs d'activité de production et de distribution d'eau et d'électricité mettent en exergue une bonne orientation de cette branche, en lien avec le renforcement et la maintenance des équipements.

### *II.8.1 L'électricité*

La branche électricité est marquée depuis février 2013 par le raccordement de la centrale thermique à gaz d'Alénakiri au réseau électrique de la SEEG. Ainsi, au cours des neuf premiers mois de l'année 2013, la production nette consolidée d'électricité a atteint 1 553 Gwh contre 1 459 Gwh à fin septembre 2012, soit une hausse de 6,4%, tirée essentiellement par les achats de l'électricité par la SEEG à la société Telemenia.

Parallèlement, le volume des ventes hors cession a progressé de 4,5%, soit 1 186 Gwh contre 1 135 Gwh au cours de la même période de l'année précédente et ce, grâce à une demande croissante des ménages et des clients industriels (secteurs mines, BTP et bois).

De fait, le chiffre d'affaires s'est accru de 4,4%, se situant à 111,5 milliards de FCFA contre 106,6 milliards de FCFA précédemment.

### ***Evolution de l'activité de la branche électricité***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Production nette (en Gwh)	1 458,9	1 552,8	6,4%
Production nette SEEG	1 458,9	1 457,9	-0,1%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	0,0	94,9	-
Volumes total facturés hors cession (Gwh)	1 135,1	1 186,1	4,5%
Volumes facturés MT hors cession	425,7	458,9	7,8%
Volumes facturés BT hors cession	709,4	727,2	2,5%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	106 870,2	111 526,6	4,4%
CA MT hors cession	33 496,1	35 384,4	5,6%
CA BT hors cession	73 374,0	76 142,2	3,8%

*Source : Seeg*

### ***II.8.2- L'eau***

La quantité cumulée d'eau produite a progressé à fin septembre, suite au renforcement des stations de pompage et des conduites sur les réseaux de distribution. Ainsi, la production nette a augmenté de 3,9%, à 66,5 millions de m<sup>3</sup> et les ventes de 2,2%, en raison de la demande sans cesse croissante des ménages, induisant une hausse de 3,1% à 17,7 milliards de FCFA du chiffre d'affaires correspondant.

### ***Evolution de l'activité de la branche eau***

(en milliers de m3)	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Production nette	64 011,2	66 486,9	3,9%
Ventes hors cession	47 615,4	48 685,8	2,2%
CA hors cession (en millions de FCFA)	17 166,7	17 691,3	3,1%

*Source : Seeg*

## **II.9 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS**

L'activité du BTP a nettement progressé à fin septembre 2013. Elle a profité des opérations de réhabilitation, d'aménagement, de construction du réseau routier national, y compris les voiries urbaines et de la poursuite de la construction des logements sociaux localisés dans les zones d'Angondjé, Nkok, etc...

Ainsi, la production vendue s'est chiffrée à 145,65 milliards de FCFA contre 125,65 milliards à fin septembre 2012, soit une progression de 15,9%. Cette bonne performance se justifie par la bonne tenue du segment bâtiment-génie-civil (+16,6%).

Parallèlement, les lignes eau-électricité-téléphone ont connu une embellie (+11,8%) induite principalement par les travaux de réhabilitation du réseau de distribution d'électricité et d'eau de Libreville.

La conjoncture favorable du secteur a été génératrice d'emploi, avec 8,7% de personnes supplémentaires recrutées.

#### ***Evolution de l'activité des BTP***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Production (en millions de FCFA), dont :	125 650	145 650	15,9%
Bâtiment et Génie civil	107 450	125 308	16,6%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	18 200	20 342	11,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	19 128	20 354	6,4%
Effectifs (nombre d'agents)	4 900	5 325	8,7%

*Sources: Colas Gabon, Entraco, Sogafric Services, Sogacer, Faco Construction, Socoba Edtpl, Bouygues Energies Et Services, Mika Services, Santulo Sericom*

## **II.10 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT**

### ***II.10.1 Le transport terrestre***

Le transport terrestre a présenté des résultats mitigés. En effet, en raison de la faiblesse du nombre des bus mis en exploitation pour causes de pannes mécaniques, conjuguée à l'absence des bus de grande capacité, à la dégradation des conditions de circulation et au retrait de certains bus sur les lignes de Lambaréné et Kango, le nombre de passagers transportés par Sogatra a chuté de 21,5% pour se situer à 3,4 millions de clients contre 4,4 millions à fin septembre 2012.

Cependant, sur le plan financier, le chiffre d'affaires généré par le transport terrestre des personnes et des marchandises a progressé de 16,8%, pour atteindre 9,4 milliards de FCFA, tiré par le transport de marchandises.

#### ***Evolution de l'activité transport terrestre***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Nombre de bus en exploitation	37	32	-13,5%
Nombre de voyageurs transportés	4 382 502	3 438 859	-21,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 088,5	9 444,6	16,8%

*Source: Sogatra, Transform', GTN et SGTL*

### ***II.10.2 Le transport aérien***

Le transport aérien s'est caractérisé par une appréciation de son activité. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont connu une nette amélioration et ont été évalués à

14 495 vols à fin septembre 2013 contre 13 339 vols en 2012, soit une hausse de 8,7%. Cette embellie est attribuable au dynamisme du réseau international (+15,1%).

### *Evolution de l'activité de transport aérien*

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
<b>Mouvements avions commerciaux</b>	<b>13 339</b>	<b>14 495</b>	<b>8,7%</b>
- Réseau domestique	6 299	6 392	1,5%
- Réseau international	7 040	8 103	15,1%
<b>Passagers</b>	<b>612 552</b>	<b>677 226</b>	<b>10,6%</b>
- Réseau domestique	183 613	207 294	12,9%
- Réseau international	370 555	393 564	6,2%
- Transit	58 384	76 368	30,8%
<b>Volume du fret (en tonnes)</b>	<b>12 585</b>	<b>14 042</b>	<b>11,6%</b>
- Réseau domestique	376	1 207	220,5%
- Réseau international	12 209	12 835	5,1%

*Source: ADL*

Par ailleurs, le nombre de passagers a augmenté de 10,6%, pour atteindre 677 226 contre 612 532 en 2012. Cette performance est soutenue par les mouvements liés au transit, notamment avec l'arrivée d'Air Côte-d'Ivoire et de Turkish Airlines, associés au dynamisme des compagnies Asky Gabon et Royal Air Maroc. De même, le réseau national a contribué à cette embellie, avec la vitalité impulsée par les compagnies Afrijet Business, National Régional Transport et Afric Aviation.

Enfin, au niveau du fret, le volume de marchandises transportées par voie aérienne a progressé de 11,6%, à 14 042 tonnes à fin septembre 2013, tiré par le réseau domestique grâce à la vigueur de Sky Gabon, Solenta Aviation et Corex International qui ont triplé leurs tonnages.

### *II.10.3 Le transport ferroviaire*

Le transport ferroviaire s'est caractérisé par des résultats mitigés, avec un raffermissement du volume de marchandises transportées et un repli du nombre de passagers. Ainsi, le volume global de marchandises a fortement augmenté (+28,2%), sous l'effet de l'accroissement des volumes de manganèse transporté, malgré le recul constaté du volume des autres produits suite à la morosité des secteurs producteurs.

Le nombre de passagers transportés par voie ferroviaire a reculé de 4,5%. Cette évolution s'explique, entre autres, par l'insuffisance de l'offre liée aux retards des trains et aux interruptions de trafic dû aux incidents techniques (déraillements de trains).

Cette activité s'est traduite par une consolidation de 10,6% du chiffre d'affaires à 34,6 milliards de FCFA à fin septembre 2013 contre 31,3 milliards de FCFA la période précédente.

### *Evolution de l'activité de transport ferroviaire*

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Nombre de passagers	189 421	180 788	-4,6%
<b>Volume global des marchandises (en T)</b>	2 632 511	3 376 127	<b>28,2%</b>
Grumes	256 907	231 846	-9,8%
Bois débités	26 317	27 235	3,5%
Manganèse	2 065 764	2 883 106	39,6%
Clinker	23 598	15 284	-35,2%
Produits pétroliers	43 133	42 226	-2,1%
Autres marchandises	216 792	176 430	-18,6%
<b>Chiffre d'affaires (millions de FCFA)</b>	31 293	34 619	10,6%

Source: Setrag

## II.11 LES TELECOMMUNICATIONS

La dynamique de la branche des télécommunications impulsée par les sociétés de téléphonie mobile s'est poursuivie au cours des neuf premiers mois de l'année 2013. Ainsi, le nombre d'abonnés au GSM a progressé de 20,4% pour atteindre 2,8 millions de clients, grâce à l'attractivité des nouvelles offres et à la qualité du réseau Mobile. Parallèlement, les parcs Fixe (+5,3%) et Internet (+84,5%) ont connu une croissance soutenue du fait de l'enrichissement des offres (gratuité Fixe à Fixe, réduction des tarifs ADSL avec le doublement des débits) et au développement des activités pour les entreprises.

Ces bons résultats ont induit un relèvement de 16,4% du chiffre d'affaires de la branche, soit un montant de 283,8 milliards de FCFA.

### *Evolution de l'activité des Télécoms*

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	243,729	283,797	16,4%
Nombre d'abonnés au mobile	2 304 345	2 774 636	20,4%
Nombre d'abonnés au fixe	18 600	19 586	5,3%
Nombre d'abonnés à l'Internet (ADSL, GSM)	321 301	592 861	84,5%

Sources : Gabon Telecom, Airtel, Moov Gabon, Azur Gabon, EIT Gabon et La Boutique Satellite

## II.12 LE COMMERCE

### *II.12.1 Le commerce général structuré*

La tendance haussière de l'activité du commerce général structuré observée depuis le début de l'année 2013 s'est poursuivie au cours des neuf premiers mois de l'année. Le chiffre d'affaires s'est situé à 349,6 milliards de FCFA à fin septembre 2013 contre 309,5 milliards

de FCFA à la même période en 2012, soit une hausse de 13%. Cette évolution reste renforcée non seulement par la disponibilité des produits dans les points de vente, mais aussi par l'élargissement des magasins de certaines sociétés (CECA-Gadis, SAN, Nestlé-Gabon, etc..).

### ***Evolution du commerce général structuré***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	309,494	349,634	13,0%

*Source : Fichier TVA (DGI)*

## ***II.12.2 Le commerce des véhicules***

### ***Le commerce des véhicules neufs***

Le marché de l'automobile n'a pas encore été impacté par la décision gouvernementale prise le 18 septembre 2013 d'interdire l'importation des voitures d'occasion de plus de trois ans et qui n'entre en vigueur qu'en janvier 2014. Au cours des neuf premiers mois de l'année, le nombre des véhicules vendus s'est élevé à 4 323 unités contre 3 897 unités au cours des neuf premiers mois de l'année précédente, soit un regain de 10,9%. Cette embellie est due à la vigueur des commandes de l'Etat et des ménages dont les choix sont portés sur les véhicules de marque japonaise grâce à leur large gamme de véhicules tout terrain. Le chiffre d'affaires généré par la vente des véhicules s'est établi à 81,5 milliards de FCFA, soit une augmentation de 7% par rapport à la même période de 2012.

### ***Evolution du commerce des véhicules neufs***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	76 183	81 521	7,0%
Nombre de véhicules vendus	3 897	4 323	10,9%

*Source : URAI, Fichier TVA (DGI)*

### ***Le commerce des véhicules industriels***

La baisse amorcée par la branche des véhicules industriels depuis le premier semestre 2013 s'est poursuivie à fin septembre 2013, soit un chiffre d'affaires de 29 milliards de FCFA contre 36 milliards de FCFA en fin septembre 2012, soit un retrait de 19,4%, imputable à la contraction des commandes des sociétés des secteurs bois et mines.

### ***Evolution du commerce des véhicules industriels***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	36	29	-19,4%

*Source : Tractafric Equipement*

### II.12.3 Le commerce des produits pétroliers

Le commerce des produits pétroliers raffinés a été marqué par la consolidation des performances enregistrées en début d'année. Ainsi, les quantités de produits pétroliers vendues sur le marché domestique ont augmenté de 10,3% à fin septembre 2013, atteignant 565 135 tonnes métriques. Cette embellie provient essentiellement des commandes soutenues des clients industriels et au renforcement du nombre de stations-services. Cette évolution est tirée par la bonne tenue du gasoil (+12,8%) et du supercarburant (+10,4%).

#### Evolution du commerce des produits pétroliers

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	347,5	374,9	7,9%
Volumes vendus (en tonnes métriques)	512 490	565 135	10,3%
dont -Gasoil	367 346	414 233	12,8%
-Supercarburant	49 670	54 857	10,4%
-Pétrole lampant	23 922	23 427	-2,1%
Kérosène	38 841	40 119	3,3%

Source: Total Marketing, Petro-Gabon, Engen, Oil Libya

### II.12.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le chiffre d'affaires cumulé à fin septembre 2013 des produits pharmaceutiques a progressé de 10%, s'établissant à 40 milliards de FCFA en 2013 contre 36,4 milliards de FCFA en 2012. Cette progression s'explique par l'accroissement significatif de la demande en médicaments et par l'installation des pharmacies et dépôts pharmaceutiques à travers le pays.

#### Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	36 390	40 030	10,0%

Source : Pharmagabon, Ubipharmagabon

## II.13 LES SERVICES

Les Autres Services ont confirmé, à fin septembre, leur tendance haussière observée au cours des six premiers mois de l'année 2013 avec une croissance de 11,3% du chiffre d'affaires consolidé.

### II.13.1 Les services rendus aux entreprises

L'activité de la branche est marquée par des résultats appréciables. Ceci s'explique par la demande soutenue en conseil management, expertise en contrôle et audit, ainsi que la bonne tenue des services informatiques résultant de la modernisation de la gestion des entreprises et

des services de l'administration. Le chiffre d'affaires a progressé de 7%, se situant à 37,9 milliards de FCFA à fin septembre 2013 contre 35,4 milliards de FCFA la période antérieure.

#### ***Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	35 417	37 897	7,0%

*Sources : PriceWaterHouse Coopers, PriceWaterHouse Coopers Tax & legal, Bureau Veritas Gabon, G.B.M, SOVOG, Déloite & Touche, ERNST & Young, SGS, Gesparc Gie, CFAO Technologies, Gabon Propre Service.*

#### ***II.13.2- les services rendus aux particuliers***

A fin septembre 2013, l'activité des services rendus aux particuliers s'est améliorée de 12% par rapport à septembre 2012. Le chiffre d'affaires est passé de 34,6 milliards de FCFA à 38,8 milliards de FCFA, suite au raffermisssement de l'activité des entreprises de jeux et loisirs, des cabinets médicaux et des pompes funèbres.

#### ***Evolution de l'activité des services aux particuliers***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	34 632	38 788	12,0%

*Sources : PMUG, SGJI, SGCL, Gabon Contacts, Franstel Service Plus, CasepGa, GaboSep, Médical Optique, SOGEHO.*

#### ***II.13.3 Les services immobiliers***

Le chiffre d'affaires des services immobiliers s'est élevé à 12 milliards de FCFA contre 11,3 milliards de FCFA, soit une appréciation de 6,3%, qui s'explique par une très nette augmentation des transactions locatives et la hausse du prix du loyer liée au déficit de l'offre.

#### ***Evolution de l'activité des services immobiliers***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	11 298	12 009	6,3%

*Sources : SNI, Agence immobilière Alliance, Agence Immobilière de Libreville, AICI, Agences N°1.*

#### ***II.13.4 Les services de réparation mécanique***

L'activité des services de réparation automobile s'est nettement consolidée. Ainsi, les ventes sont en progression de 17,2%, s'établissant à 37,4 milliards de FCFA contre 32 milliards de FCFA. La demande vigoureuse en pièces détachées liée à l'accroissement du parc automobile d'occasion et le regain d'activité dans les mines et BTP sont à l'origine de cette embellie.

### ***Evolution de l'activité des services de mécanique générale***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	31 957	37 450	17,2%

**Sources: Fichier TVA (GSA, Pièces Equip'Auto, ECIG, Gesparc Gie, GMI)**

## **II.14 L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME**

Le secteur de l'hôtellerie a conforté les performances observées en début d'année au regard de l'évolution ascendante des principaux indicateurs d'activité. En effet, en raison de l'organisation de plusieurs événements d'envergure (2ème édition du « New-York Forum Africa » et centenaire de Lambaréné) et des activités traditionnelles (séminaires, conférences, banquets, etc.), le taux d'occupation des trois hôtels de classe internationale s'est élevé à 70,7%, gagnant 15,1 points par rapport à la même période en 2012.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est raffermi (+18,7%) pour s'établir à 52,2 milliards de FCFA, dopé par la hausse des prix moyens des chambres et l'expansion des activités de la restauration collective.

### ***Evolution de l'activité hôtelière***

	Neuf premiers mois		
	2012	2013	Var 13/12
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	44 017	52 227	18,7%
Chambres occupées (en nombre)	88 346	93 011	5,3%
Taux d'occupation (en %)	55,66	70,77	15,1 pts
Prix Moyen/chambre (FCFA)	82 792	143 555	73,4%

**Sources : Okoumé palace, Rê-Ndama, Mandji, Sodexho, MDO Services, GSS Gabon, Sesal, Ayoba Catering**

## **II. 15.LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE**

Le système bancaire gabonais compte dix (10) banques en activité à fin septembre 2013.

### ***I.15.1 La situation du bilan***

Le total agrégé des bilans s'est établi à 2444 milliards de FCFA. Il a progressé de 17,1% par rapport à septembre 2012 traduisant une augmentation de l'activité bancaire en termes aussi bien de la collecte de dépôts que de l'octroi de crédits.

## ***I.15.2 Les opérations avec la clientèle***

### ***Les ressources collectées***

Les ressources à vue (comptes à vue et comptes d'épargne sur livrets) se sont accrues de 24,6% par rapport à septembre 2012. Elles se chiffrent à 1299 milliards de FCFA, soit 61,0% du total des dépôts collectés contre 58,0% douze mois plus tôt.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle se sont élevées à 748 milliards de FCFA, soit 35,1% du total des dépôts contre 37,5% en septembre 2012. Elles sont en progression de 11,1% par rapport au niveau atteint en 2012.

### ***Evolutions des ressources par types de comptes (en millions de FCFA)***

Types de comptes	30/09/2011	30/09/2012	30/09/2013	2013/2012
Comptes à vue	1 029 592	1 043 210	1 299 493	24,6%
Compte à terme	441 144	658 303	729 419	10,8%
Comptes de dépôts à régime spécial	21 620	15 320	18 954	23,7%
Autres comptes	44 344	71 831	74 412	3,6%
Dettes rattachées	6 001	8 644	8 610	-0,4%
<b>TOTAL DES DEPOTS</b>	<b>1 542 701</b>	<b>1 797 308</b>	<b>2 130 888</b>	<b>18,6%</b>

*Sources : COBAC, Banques et DGEFF.*

Les dépôts des administrations publiques ont augmenté de 109,3% par rapport à fin septembre 2012. Ils se sont chiffrés à 239 milliards de FCFA, soit 11,2% du total des dépôts contre 6,4% en septembre 2012. De leur côté, les dépôts des entreprises publiques se sont fixés à 56 milliards de FCFA, soit 2,7% des dépôts collectés contre 6,0% douze mois plus tôt. Ils ont baissé de 47,9% comparés à la situation de septembre 2012.

Enfin, les dépôts du secteur privé ont représenté 80,3% du total des dépôts contre 80,9% en septembre 2012. Ils se sont élevés à 1 711 milliards de FCFA, ils sont en expansion de 17,6% comparés à la même période en 2012.

### ***Evolution des dépôts par type de déposants (en millions de FCFA)***

Dépôts de la clientèle	30/09/2011	30/09/2012	30/09/2013	2013/2012
Dépôts publics	171 638	114 150	238 925	109,3%
Dépôts des entreprises publiques	38 377	108 416	56 496	-47,9%
Dépôts privés	1 246 267	1 454 419	1 711 076	17,6%
Dépôts des non résidents	36 076	39 848	41 368	3,8%
Dépôts non ventilés	50 345	80 475	83 022	3,2%
<b>TOTAL DES DEPOTS</b>	<b>1 542 701</b>	<b>1 797 308</b>	<b>2 130 888</b>	<b>18,6</b>

*Sources : COBAC, Banques et DGEFF.*

## Les crédits distribués

Les crédits aux administrations publiques, en baisse de 0,2% ressortent à 288 milliards de FCFA, soit 17,8 % du total des crédits bruts, contre 21,7% en septembre 2012. Les crédits aux entreprises publiques s'établissent à 81 milliards de FCFA, soit 5,0% des crédits distribués. Quant aux crédits au secteur privé, ils se sont élevés à 1 173 milliards de FCFA, et représentent 72,3% du total des crédits bruts contre 70,0% douze mois plus tôt.

### Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

Crédits distribués	30/09/2011	30/09/2012	30/09/2013	2013/2012
Crédits à l'Etat	244 546	288 869	288 229	-0,2%
Crédits aux entreprises publiques	14 308	15 120	81 284	437,6%
Crédits au secteur privé	686 360	933 293	1 172 880	25,7%
Crédits au non résidents	62 800	71 456	47 354	-33,7%
Autres créances	11 435	23 630	31 829	34,7%
<b>TOTAL CREDITS BRUTS</b>	<b>1 019 450</b>	<b>1 332 369</b>	<b>1 621 569</b>	<b>21,7%</b>

Sources : COBAC, Banques et DGEFP.

### Tableau récapitulatif du respect des normes prudentielles

Normes prudentielles	30/09/2011	30/09/2012	30/09/2013
Capital minimum	9	10	8
Couverture des risques	9	8	8
Plafond global des risques	9	9	8
Plafond individuel des risques	4	8	6
Couverture des immobilisations	8	8	7
Rapport de liquidité	7	9	9
Coefficient de transformation	8	10	9
Engagements sur les apparentés	6	7	8
Adéquation des fonds propres	2	6	6
<b>Nombre Total des Banques</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>10</b>

Source : COBAC.

Globalement, (six) 6 banques disposent de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat (sans changement par rapport à l'année précédente à la même date). Les normes prudentielles respectées par le plus grand nombre d'établissements sont celles se rapportant au coefficient de transformation et au rapport de liquidité. La norme relative à la limitation des risques encourus sur un même bénéficiaire est celle qui est majoritairement non respectée par les banques.

## II.16 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE

Au 30 septembre 2013, le secteur microfinance animé par dix (10) établissements (dont 2 de première catégorie : CECAG, CFEC et huit (8) de deuxième catégorie : FINAM, SODEC, GEC, Excillis Finance, Express-Union Gabon, GAMIFI, Loxia et EDG), a enregistré des résultats techniques appréciables, par rapport à la même période en 2012

### **Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA**

	Septembre 2012	Septembre 2013	Variation (%)
Fonds propres	1,7	4,1	141,1%
Encours de dépôts	18,6	24,6	32,2%
Encours de crédits	13,4	20,6	53,7%

Source : établissements de microfinance, Cellule Microfinance

#### **1.16.1 L'évolution des ressources propres**

Les fonds propres de l'ensemble des établissements de microfinance se sont élevés à 4,1 milliards de francs CFA au 30 septembre 2013 contre 1,7 milliards de francs CFA en septembre 2012, soit une variation de 141,2%. Les performances et les opérations de recapitalisation des structures expliquent cette forte évolution.

Parallèlement, l'encours des dépôts a progressé de 32,3% passant de 18,6 milliards de francs CFA en septembre 2012 à 24,6 milliards de francs CFA en septembre 2013. Ce résultat est consécutif aux campagnes d'incitation à l'épargne menées par les EMF, suite à l'ouverture de nouvelles agences. On note toutefois, une prédominance des dépôts à vue qui représentent près de 80% des dépôts collectés.

#### **1.16.2 L'évolution des emplois**

Les établissements de microfinance (EMF) ont mobilisé un encours de crédit de 20,6 milliards contre 13,4 milliards au cours de la même période, soit une progression de 53,7%. Cette évolution est corrélée à l'assouplissement des conditions de crédit.

Les crédits de durée inférieure ou égale à un an (court terme) ont dominé le marché et ont principalement financé les activités commerciales, à travers des concours multiformes (découverts, facilité de caisse, crédit à court et moyen terme).

Les taux d'intérêt sont restés constants sur la période sous revue, oscillant entre 1,5% et 7% par mois pour les intérêts débiteurs (14% l'an pour les fonctionnaires) et entre 4 et 7% par an pour les intérêts créditeurs.

### **La clientèle et les effectifs des EMF**

#### **Evolution des usagers et des effectifs**

	Septembre 2012	Septembre 2013	Variation (%)
usagers	58 006	85 804	47,92
Effectifs	345	384	11,30

Source : établissements de microfinance, Cellule Microfinance

La clientèle du secteur a augmenté de 47,9%, pour s'établir à 85 804 clients contre 58 006, en septembre 2012, du fait de l'extension des activités des EMF. La bonne orientation de l'activité a été bénéfique à l'emploi dans le secteur qui a cru de 11,3%.

En perspectives, le quatrième trimestre 2013 serait marqué par une amélioration progressive de l'ensemble des indicateurs du secteur, rendue possible par :

- l'entrée sur le marché de nouveaux établissements, actuellement en attente de leur avis conforme ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie nationale ;
- la mise en place du taux effectif global du secteur.

## TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES

### III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation a enregistré une baisse de 0,5% sur les neuf (9) premiers mois de l'année en 2013 contre 2,8% l'année précédente. En glissement annuel, les prix ont progressé de 2,3% contre 3,7% en septembre 2012.

Ce relâchement des tensions inflationnistes, observé également au premier et au deuxième trimestre 2013 s'explique principalement par la baisse des prix du poste produits alimentaires et boisson non alcoolisées(-0,3%), transport (-2,6%), communications (-9,7%), loisirs et cultures (-0,9%) et biens services et divers (-0,2%).

Le fléchissement des prix des produits alimentaires est davantage prononcé sur les fonctions viandes (-5,5%), poissons fruits de mer (-2,0%) et sur les huiles et graisses (-0,8%). Il est expliqué non seulement par les effets positifs de la décision gouvernementale de suspendre les taxes fiscales sur certains produits de consommation de base depuis septembre 2012, mais aussi du repli des cours internationaux de produits alimentaires. En effet, l'indice des cours mondiaux des produits alimentaires s'est inscrit en baisse de 4,2% au troisième trimestre 2013 contre une progression de 0,9% au deuxième trimestre 2013, selon le Fond Monétaire International.

La baisse des prix de communications provient de la politique concurrentielle du secteur, conduisant les opérateurs à réviser régulièrement à la baisse les coûts de l'appel téléphonique.

Le repli de 2,6% des prix du transport sur les neuf (9) premiers mois de l'année 2013, s'explique par la diminution des tarifs des entretiens et réparations des automobiles.

En somme, les prix à la consommation se sont inscrits en deçà de la norme communautaire de la CEMAC ( $\leq 3\%$ ) à fin septembre 2013.

*Evolution de l'indice des prix à la consommation à fin septembre 2013*

Regroupements	Pond	Variation trimestrielle (%)			Janvier à septembre 2013				Glissement (%)
		T1	T2	T3	2012	2013	Moyenne (%)		
							2012	2013	
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>10000</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,7</b>	<b>121,2</b>	<b>120,7</b>	<b>2,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>2,3</b>
<b>Produits alimentaires et boissons non alcool..</b>	<b>3291</b>	<b>1,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>-2,5</b>	<b>132,1</b>	<b>131,7</b>	<b>6,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,9</b>
Pains et céréales	673	-0,8	0,4	3,3	122,4	123,6	-1,0	1,0	4,5
Viandes	720	-1,0	-6,8	-8,5	129,6	122,5	6,8	-5,5	-5,0
Poissons et fruits de mer	446	8,4	-2,5	-10,2	164,3	161,0	11,5	-2,0	-12,1
Lait, fromage et œufs	243	1,0	4,9	1,0	117,8	120,5	1,8	2,3	1,8
Huiles et graisses	183	3,5	-2,1	-3,7	134,4	133,3	20,3	-0,8	-3,0
Légumes et tubercules	534	1,6	4,4	4,3	139,6	144,4	9,0	3,4	4,1
<b>Boissons alcoolisées et tabac</b>	<b>185</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>116,3</b>	<b>116,7</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,9</b>
<b>Articles d'habillement et chaussures</b>	<b>794</b>	<b>-1,4</b>	<b>2,0</b>	<b>2,3</b>	<b>103,8</b>	<b>104,8</b>	<b>3,1</b>	<b>1,0</b>	<b>3,5</b>
<b>Logement, eau, gaz, électricité....</b>	<b>2053</b>	<b>0,0</b>	<b>-2,9</b>	<b>1,1</b>	<b>128,1</b>	<b>127,4</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,6</b>	<b>9,4</b>
<b>Meubles, articles de ménages, entretien...</b>	<b>561</b>	<b>1,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>	<b>101,2</b>	<b>103,9</b>	<b>-0,7</b>	<b>2,7</b>	<b>6,1</b>
<b>Santé</b>	<b>357</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>	<b>121,0</b>	<b>122,2</b>	<b>0,1</b>	<b>1,0</b>	<b>1,7</b>
<b>Transports</b>	<b>990</b>	<b>-3,1</b>	<b>-3,1</b>	<b>-1,7</b>	<b>122,6</b>	<b>119,4</b>	<b>5,1</b>	<b>-2,6</b>	<b>3,3</b>
<b>Communications</b>	<b>355</b>	<b>-6,8</b>	<b>-10,3</b>	<b>-12,0</b>	<b>112,0</b>	<b>101,2</b>	<b>-4,4</b>	<b>-9,7</b>	<b>-10,9</b>
<b>Loisirs et cultures</b>	<b>503</b>	<b>-2,7</b>	<b>-3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>101,9</b>	<b>101,0</b>	<b>3,2</b>	<b>-0,9</b>	<b>5,8</b>
<b>Enseignement</b>	<b>170</b>	<b>5,7</b>	<b>5,6</b>	<b>10,2</b>	<b>95,6</b>	<b>102,4</b>	<b>-9,2</b>	<b>7,2</b>	<b>17,3</b>
<b>Restaurants et hôtels</b>	<b>466</b>	<b>5,8</b>	<b>1,0</b>	<b>-2,3</b>	<b>118,3</b>	<b>120,0</b>	<b>2,9</b>	<b>1,4</b>	<b>-1,7</b>
<b>Biens et services divers</b>	<b>275</b>	<b>-3,1</b>	<b>2,1</b>	<b>0,3</b>	<b>97,6</b>	<b>97,3</b>	<b>-4,9</b>	<b>-0,2</b>	<b>1,4</b>

Source : DGS

### III.2 L'EMPLOI DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Avec une évolution de 5,2%, les créations nettes d'emplois se sont accélérées au cours du troisième trimestre 2013 par rapport à la même période en 2012. Les effectifs se sont établis à 106 073 du secteur public. Cet accroissement s'explique par la hausse de 4,7% des agents de la fonction publique et de 8,4% de ceux de la Main d'œuvre Non Permanente (MONP), notamment celle de l'intérieur du pays (+ 9,5%) liée essentiellement aux nouveaux recrutements.

*Evolution des effectifs du public*

Année	sept-12	Sept-2013*	2012/2013*
Fonction publique	77 947	81 617	4,7%
Collectivités locales	5 335	5 443	2,0%
MONP	17 542	19 013	8,4%
Libreville	4 997	5 282	5,7%
Intérieur	12 545	13 731	9,5%
<b>Total</b>	<b>100 824</b>	<b>106 073</b>	<b>5,2%</b>

Source : DGEPP

### III.2.1. La variation des effectifs par département

A fin septembre 2013, l'emploi public a progressé de 4,7% suite aux recrutements effectués dans l'Administration Centrale (+14,8%), l'Administration Economique (8,4%) et (7,2%) et pour le compte des Pouvoirs Publics, en dépit des baisses relevées au niveau de l'Administration de Développement et de l'Administration Sociale.

#### Evolution des effectifs de l'Administration centrale par département

Départements	sept-12*	sept-13*	variation 2012/2013
POUVOIRS PUBLICS	22 969	24 619	7,2%
ADM. CENTRALE	9 761	11 206	14,8%
ADM. ECONOMIQUE	6 523	7 070	8,4%
ADM. DEVELOPPEMENT	4 543	3 991	-12,2%
ADM. DES TRANSPORTS	1266	1 297	2,4%
ADM. DE L'EDUCATION	20 952	22 244	6,2%
ADM. SOCIALE	11 810	11 063	-6,3%
AUTRES	123	127	3,3%
TOTAL	77 947	81 617	4,7%

Source : DGEPF

### III.3 LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC

#### III.3.1 La situation de l'Administration

Conformément à l'évolution des effectifs, au troisième trimestre 2013, les traitements et salaires des agents de l'Etat ont augmenté de 7,5%, passant de 411,07 à 442,07 milliards de FCFA malgré les efforts consentis par le Gouvernement en matière d'assainissement des finances publiques. Cet alourdissement de la masse salariale est notée aussi bien au niveau de la Solde permanente, de la main-d'œuvre non permanente que des collectivités locales.

#### Evolution de la masse salariale du secteur public au 3eme trimestre 2013

(en mds de FCFA)	2012	2013	13/12
Solde permanente	349.749	369.788	5,7%
M.O.N.P	27.651	29.880	8,1%
Collectivités locales	33.610	42.405	26,2%
<b>Total</b>	<b>411.07</b>	<b>442.07</b>	<b>7,5%</b>

Sources : DGB, DGST

La masse salariale de l'Administration publique a atteint 369,8 milliards de FCFA au troisième trimestre 2013 contre 349,7 milliards de FCFA à la même période en 2012. Cette évolution de la solde permanente (5,7%) résulte du paiement de l'allocation de rentrée scolaire, des recrutements des agents (civils et militaires) au sein des Administrations

générales et économiques, mais également des glissements catégoriels et des régularisations du stock des situations administratives.

Dans le même temps, la masse salariale des collectivités locales a augmenté de 26,2% par rapport à 2012, passant de 33,6 milliards de FCFA à 42,4 milliards de FCFA au troisième trimestre 2013. Cette tendance s'explique essentiellement par le réajustement des salaires des membres de cabinet de certaines mairies.

La main d'œuvre non permanente a progressé de 8,1%, à 29,88 milliards de FCFA suite à la création de nouveaux services et au paiement des services rendus (départs à la retraite et licenciements).

### III.4 LA DETTE PUBLIQUE EN SEPTEMBRE 2013

#### III.4.1 L'évolution du règlement de la dette publique

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2013, le règlement de la dette publique a porté sur un montant de 184,0 milliards de FCFA. Par rapport à la même période en 2012, ce règlement est en baisse de 22,7%, du fait du repli conjugué du paiement de la dette extérieure et intérieure.

De façon spécifique, le règlement de la dette extérieure a été consacré pour 57,5% à la dette commerciale, pour 16,8% à la dette multilatérale, pour 14,4% à la dette bilatérale et le solde au paiement de la dette envers les marchés financiers. Par rapport à la même période de l'année précédente, le paiement de la dette extérieure a reculé de 22,8% du fait de la diminution du règlement de l'ensemble de ses composantes.

Quant à la dette intérieure, son service a porté pour 38,5% sur le règlement des divers intérieurs, 35,3% sur celui du moratoire et 26,2% sur la dette bancaire. Comparativement à la même période une année plus tôt, le règlement de la dette intérieure a reculé de 22,5% en 2013. Ce repli résulte de la baisse de la dette bancaire (-61,8%).

#### *Evolution du règlement de la dette publique*

(en milliards de FCFA)	2012	2013	Variation (%)
<b>Dettes extérieures</b>	<b>207,3</b>	<b>160,1</b>	<b>-22,8</b>
Multilatérale	27,3	26,9	-1,2
Bilatérale	39,0	23,1	-40,8
Commerciale	122,3	92,0	-24,8
Marchés financiers	18,8	18,1	-3,8
<b>Dettes intérieures</b>	<b>30,8</b>	<b>23,9</b>	<b>-22,5</b>
<b>Total</b>	<b>238,2</b>	<b>184,0</b>	<b>-22,7</b>

Source : Direction Générale de la Dette

### ***III.4.2 L'évolution des tirages sur financements extérieurs et intérieurs***

Les décaissements cumulés sur emprunts extérieurs et intérieurs à fin septembre 2013 se sont élevés à 118,6 milliards de FCFA, en retrait de 18,8% par rapport au niveau atteint à la même période en 2012. Cette évolution provient de la baisse des tirages sur financements extérieurs, en dépit de la mobilisation de 25,5 milliards de FCFA sur le marché financier régional.

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2013, 67,3% des tirages sur financements extérieurs ont été effectués auprès des bailleurs de fonds commerciaux, 17,4% auprès des bailleurs multilatéraux et 15,3% auprès des bailleurs bilatéraux.

Les décaissements auprès de l'ensemble des bailleurs de fonds étrangers sont en diminution par rapport au niveau atteint à la même période l'année précédente.

Malgré la forte mobilisation des tirages auprès de l'Autriche (23,8 milliards de FCFA de plus qu'en 2012), les décaissements auprès des bailleurs de fonds commerciaux ont enregistré une baisse. Cette situation est consécutive à leur faible mobilisation en France (-76,7%) et à l'absence d'autres créanciers, notamment Israël et la Suisse.

Le repli des décaissements auprès des bailleurs de fonds bilatéraux est dû à la baisse des tirages effectués en Chine (-93,9%). Celui des décaissements auprès des bailleurs multilatéraux est imputable essentiellement à la réduction des tirages effectués à la Banque Africaine de Développement (-44,3%).

#### ***Evolution des tirages sur financements extérieurs***

(en milliards de FCFA)	2012	2013	Variation (%)
Multilatéraux	32,5	16,2	-50,2
Bilatéraux	41,6	14,2	-65,8
Commerciaux	72,0	62,7	-12,9
<b>Total</b>	<b>146,1</b>	<b>93,1</b>	<b>-36,3</b>

*Source : Direction Générale de la Dette*

### **III.5.LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT**

#### ***III.5.1.Le solde d'exécution***

A fin août 2013, les ressources budgétaires mobilisées se sont établies à 1757,2 milliards de FCFA contre un niveau total des dépenses (hors prêts, avances et dépôts) de 1759,3 milliards de FCFA, soit un déficit de 2,1 milliards de FCFA.

### Evolution du solde

(en milliards de FCFA)	LF 2013	Exécution à fin août 2013	Taux d'exécution en %
Recettes pétrolières	1442,4	871,4	60,4
Recettes hors pétrole	1 190,4	780,1	65,5
Emprunts liés aux investissements	268,7	105,7	39,3
<b>TOTAL</b>	<b>2 901,5</b>	<b>1 757,2</b>	<b>60,6</b>
Service de la dette	508,5	218,6	43
Dépenses de fonctionnement	1271,5	771,2	60,7
Dépenses en capital	1216,9	769,4	63,2
<b>Total des charges hors dette</b>	<b>2488,4</b>	<b>1540,7</b>	<b>61,9</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2996,9</b>	<b>1759,3</b>	<b>58,7</b>
<b>Solde d'exécution</b>	<b>-95,4</b>	<b>-2,1</b>	

Sources : DGB, DGST,

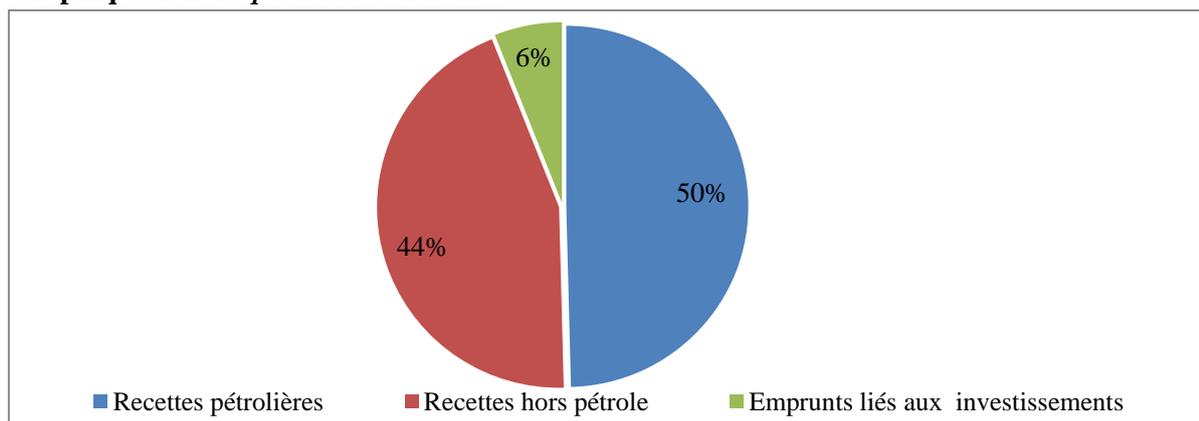
### III.5.2.L'exécution des ressources de l'Etat

Constituées des recettes pétrolières, des recettes hors pétrole et des emprunts liés aux investissements, les ressources budgétaires ont été recouvrées à hauteur de 1757,2 milliards de FCFA, sur une prévision de 2901,5 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 60,6%, imputable, principalement, au secteur hors pétrole (65,5% de taux d'exécution).

Nature des ressources (en milliards de FCFA)	LF 2013	Exécution à fin août 2013	Taux d'exécution en %
<b>Recettes pétrolières</b>	<b>1442,4</b>	<b>871,4</b>	<b>60,4</b>
Impôts sur les sociétés	215,2	144,5	67,2
Redevance (RMP)	424,1	283,8	66,9
Contrat de partage	760,8	363,5	47,8
Autres	42,3	79,6	188,2
<b>Recettes hors pétrole</b>	<b>1 190,4</b>	<b>780,1</b>	<b>65,5</b>
Impôts et taxes directs	408,5	255,7	62,6
Impôts et taxes indirects	277,2	164,8	59,4
Recettes douanières	399,5	253,1	63,4
Autres recettes hors pétrole	105,2	106,5	101,2
<b>Emprunts liés aux investissements</b>	<b>268,7</b>	<b>105,7</b>	<b>39,3</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 901,5</b>	<b>1 757,2</b>	<b>60,6</b>

Source : DGST

**Graphique n°1 : Répartition des recettes**



Source : DGD

Sur un total des ressources budgétaires mobilisées à fin août 2013, les recettes pétrolières représentent 50%, les recettes non pétrolières 44% et les emprunts liés aux investissements 6%. Sur cette période, le Gabon a bénéficié d'une autonomie financière estimée à 94%.

### III.5.3 L'exécution des charges de l'Etat

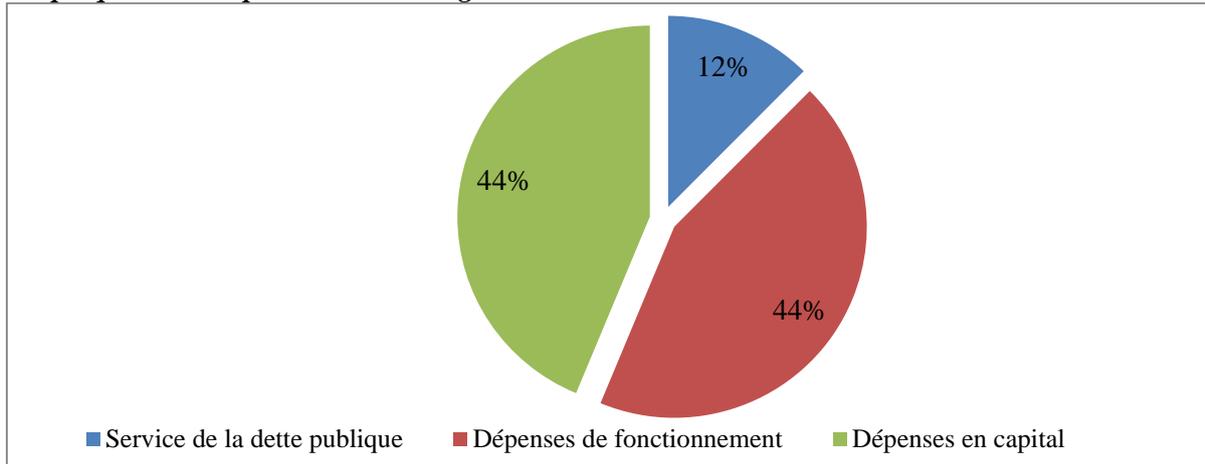
Les charges de l'Etat hors prêts, avances et dépôts se répartissent en dépenses de fonctionnement, dépenses d'investissement et charges de la dette publique dont les taux d'exécution sont respectivement de 60,7%, 63,2% et 43,0%. Ces charges exécutées à fin août 2013 ont atteint 1759,3 milliards de FCFA sur une prévision de 2996,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution global de 58,7%.

#### Exécution des charges de l'Etat à fin août 2013

	LF 2013	Exécution à fin août 2013	Exécution à fin août 2013 (%)
<b>SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b>	<b>508,5</b>	<b>218,6</b>	<b>43</b>
Dette extérieure	312,8	132	42,2
Dette intérieure, dont	195,7	86,7	44,3
DGD	107,6	23,6	21,9
Autres	59	63,1	106,9
<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>1271,5</b>	<b>771,2</b>	<b>60,7</b>
Solde permanente	498,8	339,3	68
Main d'œuvre non permanente	52,5	41,8	79,7
Biens et services	360,2	232,4	64,5
Transferts et interventions	360	157,7	43,8
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>1216,9</b>	<b>769,4</b>	<b>63,2</b>
Dépenses de développement	1108,7	634,5	57,2
dont Finex	268,7	105,7	39,3
Dépenses d'équipement	108,2	29,2	27
<b>TOTAL CHARGES Hors Dette</b>	<b>2488,4</b>	<b>1540,7</b>	<b>61,9</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2996,9</b>	<b>1759,3</b>	<b>58,7</b>

Sources : DGB, DGST

**Graphique n°2 : Répartition des charges**



Sources : DGB, DGST

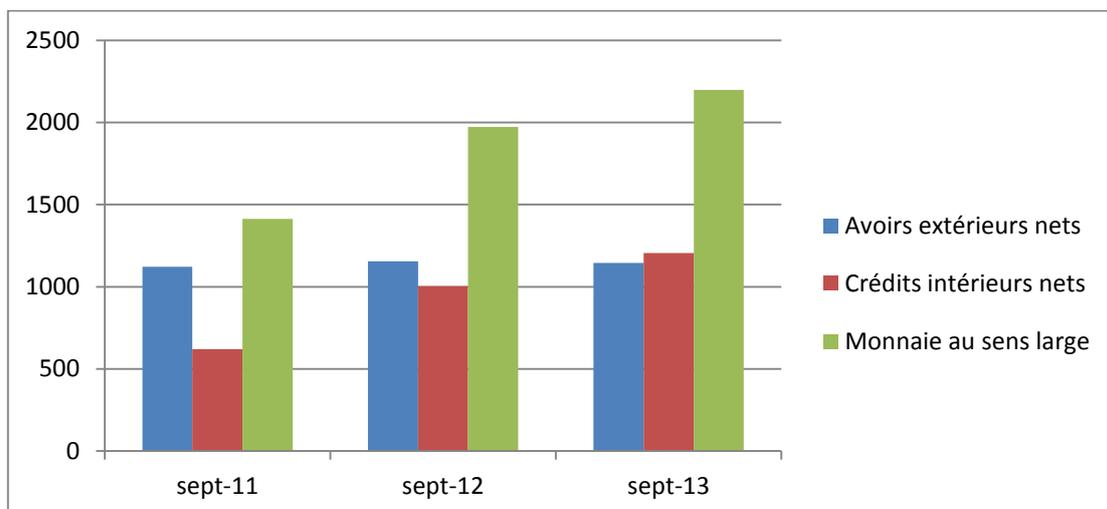
A fin août 2013, les dépenses de fonctionnement et d'investissement représentent 88% des charges de l'Etat. Le poids des dépenses en capital s'est largement amélioré depuis 2010 pour tenir compte des orientations stratégiques du Chef de l'Etat, notamment celles d'augmenter les dépenses d'investissement en vue du renforcement des infrastructures de base.

### III.6 LA SITUATION MONETAIRE

A fin septembre 2013, les principaux taux directeurs de la BEAC ont été fixés ainsi qu'il suit : TIAO à 3,25%, TIPP à 5,75% et TISP à 0,6%.

Au Gabon, la situation monétaire large est particulièrement marquée par la hausse simultanée de la masse monétaire (11,5%) et du crédit intérieur (20,1%), en dépit du fléchissement des avoirs extérieurs nets (-0,8%).

**Situation monétaire résumée (en milliards de Fcfa)**



### III.6.1 les principaux agrégats monétaires

#### *La masse monétaire (M2)*

Elle a progressé de 11,5% à 2199,1 milliards de FCFA en septembre 2013, consécutivement au relèvement du crédit intérieur (20,1%). L'évolution de cet agrégat s'est reflétée à la fois au niveau de la circulation fiduciaire (16,8%) qu'à celui des dépôts collectés (10,7%).

La quasi-monnaie s'est légèrement accrue de 0,8% à 800,2 milliards de FCFA en septembre 2013, traduisant une amélioration de l'épargne financière des entreprises exerçant dans le secteur des hydrocarbures et des ménages.

#### *Les ressources extra-monétaires*

Elles ont régressé de 18% à 151,9 milliards de FCFA en septembre 2013, sous l'effet de la détérioration des autres postes nets (passant de -66,7 milliards en septembre 2012 à -139,9 milliards en septembre 2013).

### III.6.2- les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires ont augmenté de 8,9% à 2351 milliards de FCFA en septembre 2013, corrélativement au raffermissement du crédit intérieur (20,1%).

#### *Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)*

Les Avoirs Extérieurs Nets du système bancaire ont légèrement fléchi de 0,8% à 1145,8 milliards de FCFA en septembre 2013, du fait de la dégradation des avoirs extérieurs nets des banques primaires (-30,1% à 68,8 milliards de FCFA). Par contre, ceux de la Banque Centrale se sont appréciés de 1,9% à 1077 milliards de FCFA en septembre 2013. Cette évolution est attribuable au renforcement des autres créances et avoirs en devises convertibles (passant de 249,8 milliards en septembre 2012 à 546,1 milliards de FCFA en septembre 2013).

Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a reculé de 0,5 point pour atteindre 89,5% en septembre 2013.

#### *Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets*

Trimestre	juil-12	août-12	sept-12	juil-13	août-13	sept-13	var 09-13/09-12
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>1297,3</b>	<b>1212,9</b>	<b>1155,0</b>	<b>1265,9</b>	<b>1216,3</b>	<b>1145,8</b>	<b>-0,8%</b>
Banque centrale	1051,3	1061,3	1056,6	1129,6	1121,5	1077,0	1,9%
Banques commerciales	246,0	151,6	98,5	136,3	94,8	68,8	-30,1%

Source : Beac

### ***Le crédit intérieur***

Le crédit intérieur a enregistré une hausse de 20,1% à 1205,2 milliards de FCFA en septembre 2013, en raison de la vigueur des créances sur l'économie (28,4%).

#### ***Evolution du crédit intérieur***

Trimestre	juil-12	août-12	sept-12	juil-13	août-13	sept-13	var 09-13/09-12
	(en milliards de Fcfa)						
<b>Crédits intérieurs nets</b>	<b>895,2</b>	<b>936,9</b>	<b>1003,3</b>	<b>1158,1</b>	<b>1139,8</b>	<b>1205,2</b>	<b>20,1%</b>
Créances nettes sur l'Etat	-142,3	-124,1	-54,7	-183,8	-192,3	-153,4	-
Créances sur le reste de l'économie	1037,5	1060,9	1058,0	1341,9	1332,1	1358,6	28,4%

*Source : Beac*

### ***Les créances sur l'économie***

Elles se sont renforcées de 28,4% à 1358,6 milliards de FCFA en septembre 2013, tirées par la consolidation des prêts octroyés au secteur privé non financier (26%).

L'analyse par terme révèle une forte absorption aussi bien des crédits à moyen terme (56,6%) que des crédits à court terme (41,1%). En revanche, la part des crédits à long terme reste marginale (2,3%).

### ***Les créances nettes sur l'Etat***

La situation nette créditrice de l'Etat envers le système bancaire s'est appréciée de 98,7 milliards de FCFA en septembre 2013 (passant de -54,7 milliards de FCFA en septembre 2012 à -153,4 milliards de FCFA en septembre 2013). Cette situation traduit l'allègement de la dette de l'Etat.

## **III.7 LA POLITIQUE MONETAIRE**

Au troisième trimestre 2013, nonobstant la baisse du Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) appliqué aux banques, la politique monétaire de la BEAC a reposé sur la reconduction de l'objectif de refinancement, la stabilité des taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

### **III.7.1 L'action sur la liquidité bancaire**

La situation du marché interbancaire s'est caractérisée par un excès de liquidité de la majorité des établissements de crédit. Ainsi, l'Institut d'Emission a maintenu l'objectif de refinancement de 2 milliards de FCFA.

### III.8.2 La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 31 octobre 2013 a décidé de revoir à la baisse le TIAO et de laisser inchangés les autres taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,25%
Taux des Prises en Pension (TPP)	5,75%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	3,25%

Par ailleurs, les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0,60%
Placements à 28 jours	0,60%+1/16 de point
Placements à 84 jours	0,60%+2/16 de point

### III.7.3- La politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

## CONCLUSION

L'activité économique nationale a été globalement bien orientée au cours des neuf premiers mois de l'année, portée par la dynamique du secteur hors pétrole, dans un contexte de baisse de la production pétrolière. Cette tendance devrait se poursuivre jusqu'en fin d'année. Ainsi, le Produit Intérieur Brut annuel progresserait de 6,1% en 2013.

L'observation de la répartition sectorielle de la croissance consacre, d'ailleurs, la poursuite de la prédominance de secteur hors pétrole, posant ainsi les jalons d'une diversification de la base productive et donc d'une croissance durable. Cette trajectoire empruntée par notre économie depuis quelques années doit être confortée par la poursuite de la mise en œuvre des réformes budgétaires et institutionnelles engagées et par le maintien d'une politique de grands travaux, en soutien à la demande intérieure.

## ANNEXE

Trimestre	juil-12	août-12	sept-12	juil-13	août-13	sept-13
	<i>(en milliards de Fcfa)</i>					
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>1297,3</b>	<b>1212,9</b>	<b>1155,0</b>	<b>1265,9</b>	<b>1216,3</b>	<b>1145,8</b>
Banque centrale	1051,3	1061,3	1056,6	1129,6	1121,5	1077,0
Banques commerciales	246,0	151,6	98,5	136,3	94,8	68,8
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>883,2</b>	<b>882,9</b>	<b>936,6</b>	<b>1072,3</b>	<b>1004,5</b>	<b>1065,3</b>
<b>Crédits intérieurs nets</b>	<b>895,2</b>	<b>936,9</b>	<b>1003,3</b>	<b>1158,1</b>	<b>1139,8</b>	<b>1205,2</b>
Créances nettes sur l'Etat	-142,3	-124,1	-54,7	-183,8	-192,3	-153,4
Position Nette du Gouvernement (PNG)	-103,3	-80,0	-15,2	-70,0	-74,2	-0,7
Créances nettes sur les organismes publics	-39,0	-44,1	-39,5	-113,8	-118,1	-152,7
Créances sur le reste de l'économie	1037,5	1060,9	1058,0	1341,9	1332,1	1358,6
Autres postes nets	-12,0	-54,0	-66,7	-85,8	-135,3	-139,9
<b>Monnaie au sens large</b>	<b>1964,5</b>	<b>1952,9</b>	<b>1973,1</b>	<b>2219,2</b>	<b>2200,6</b>	<b>2199,1</b>
Circulation fiduciaire	273,3	271,4	251,9	309,2	310,8	294,2
Dépôts	1691,2	1681,5	1721,2	1910,0	1889,8	1904,9
<b>Quasi monnaie</b>	<b>797,6</b>	<b>712,8</b>	<b>793,5</b>	<b>790,5</b>	<b>792,0</b>	<b>800,2</b>
	<i>(variation annuelle en %)</i>					
<b>Monnaie au sens large</b>	27,7%	22,5%	39,6%	13,0%	12,7%	11,5%
Circulation fiduciaire	10,2%	11,9%	-0,4%	13,1%	14,5%	16,8%
Dépôts	31,1%	24,4%	48,3%	12,9%	12,4%	10,7%
Avoirs extérieurs nets	15,8%	2,6%	2,9%	-2,4%	0,3%	-0,8%
Avoirs intérieurs nets	48,9%	49,1%	43,6%	21,4%	13,8%	13,7%
Crédits intérieurs nets	45,0%	52,9%	61,9%	29,4%	21,7%	20,1%
Créances nettes sur l'Etat	14,1%	-14,6%	-49,0%	29,2%	55,0%	180,4%
Créances sur le reste de l'économie	39,8%	40,0%	45,5%	29,3%	25,6%	28,4%

Source : Beac